



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

**RAPPORT
ANNUEL**

2020



Table des Matières

Introduction	06
Les Forces de GCERF	08
Suivi et Évaluation	10
Comité d'Experts Indépendants	12
Gouvernance	14
Sensibilisation	15
Finances	16
Ressources Humaines	16
Mobilisation des Ressources	17
Portefeuille	18
Annexe 1	46

BIENVENUE DANS NOTRE RAPPORT ANNUEL 2020

Si cette année nous a appris quelque chose, c'est la nécessité de se soutenir les uns les autres.

Elle a montré le courage de notre équipe, la ténacité des bénéficiaires de subventions que nous soutenons pour mettre fin à l'extrémisme violent, et le courage des millions de personnes dans le monde que nous servons chaque jour.

Je dis cela en sachant que pour beaucoup, le terme « 2020 » est devenu synonyme de flou que nous préférons tous oublier. Ce n'est pas le cas pour GCERF.

Nous avons été fondés sur la base du principe qu'un monde sans extrémisme violent est possible. Depuis 2014, nous nous efforçons sans relâche de puiser dans ce que l'humanité a à offrir de meilleur, sans nous laisser décourager par le pire. Nous nous soutenons mutuellement face à la crise, nous fournissons des fonds indispensables, nous écoutons ceux qui savent le mieux ce qu'il est nécessaire de faire et nous apportons notre soutien.

Lorsque la COVID-19 a frappé, nous étions aussi prêts qu'une organisation pouvait l'être. Nous avons des relations bien établies avec les dirigeants de certaines des communautés les plus difficiles à atteindre dans le monde. Nous avons immédiatement pris la décision de permettre aux bénéficiaires de subventions de consacrer 5 % de leurs subventions existantes à des activités visant à atténuer l'impact de la crise de santé publique qui se profilait. Les organisations locales que nous finançons et qui ont de l'expérience dans les campagnes de distributions et le porte-à-porte, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, se sont rapidement adaptées et ont utilisé leur position de confiance dans leurs communautés pour arrêter la propagation de la COVID-19.

En préparant le terrain pour des communautés libérées de l'extrémisme violent, nous avons également ouvert la voie à des communautés saines et réceptives aux conseils médicaux fondés sur des preuves. Nous avons reconnu très tôt le lien entre les restrictions de mouvement et la capacité des groupes extrémistes à recruter - et nous y avons résisté.

GCERF a continué à faire des progrès. Nous nous sommes étendus à de nouveaux pays. Nous avons élargi notre base de supporters, en ligne et hors ligne. Nous avons recruté du personnel talentueux dans des disciplines allant de l'analyse des risques de sécurité à l'audit financier et à la conformité. Nous avons collecté des fonds et continué à distribuer de l'argent aux communautés les plus démunies et les plus vulnérables.

Personne ne peut affirmer que 2021 sera l'année où le monde sera exempt de pandémies. Il ne sera certainement pas exempt de violence. Je peux cependant affirmer avec confiance qu'en 2020, GCERF a joué son rôle en préservant la vie et la dignité de nombreuses personnes. Avec votre soutien, nous continuerons sur la voie de la construction d'une paix durable.



Dr Khalid Koser

Directeur Exécutif



INTRODUCTION

GCERF est unique dans son approche pour mettre fin à l'extrémisme violent. Nous croyons fermement que la prévention soit la clé d'un avenir plus sûr.

C'est la raison pour laquelle GCERF investit très tôt dans les personnes à risque de radicalisation. En accordant des subventions à des ONG locales, nous créons des opportunités d'apprentissage et proposons des formations professionnelles ainsi que d'autres activités qui favorisent un sentiment d'identité et d'appartenance, afin d'orienter les personnes vulnérables aux histoires racontées par les terroristes vers une trajectoire positive.

En d'autres termes, nous utilisons des moyens de développement pour atteindre des objectifs de sécurité.

Si nous faisons bien notre travail, ces mêmes personnes ne sont pas seulement détournées des fausses promesses des extrémistes violents. Elles deviennent les plus ardents défenseurs d'une paix et d'un changement durables dans leurs communautés.

Dans les pages qui suivent, vous découvrirez la différence tangible que fait GCERF dans les zones de conflit du monde entier. La paix commence avec les gens et ces personnes ont utilisé la confiance que nous leur avons accordée pour rallier leurs pairs, stimuler leurs dirigeants et construire des armées d'espoir.

C'est ici que le changement débute.





BANGLADESH
Crédit photo de Rupantar

LES FORCES DE GCERF

Comme pour les acteurs traditionnels du développement, les résultats sont au cœur de notre réussite. La différence de GCERF réside dans la façon dont nous mesurons le succès.

Nous ne pouvons pas savoir combien de vies nous avons sauvées ou d'attaques nous avons évitées. C'est la réalité du travail préventif. Ce que nous savons cependant, c'est que l'amélioration des conditions socio-économiques des personnes vivant dans des communautés déchirées par l'extrémisme violent est l'un des meilleurs points de départ. L'aug-

mentation des possibilités d'engagement civique et politique et de dialogue entre les communautés fait partie intégrante de ce travail.

GCERF mesure son impact à travers quatre points de levier. Il s'agit de :

- **Promouvoir la mobilisation des communautés**
- **Renforcer la cohésion sociale**
- **Favoriser la raison d'être**
- **Créer l'égalité d'accès aux opportunités socio-économiques**

MOBILISÉ LES COMMUNAUTÉS

A ce jour, nous avons :

- Identification de **25 095** agents de changement et jeunes ambassadeurs et formation de **49 440** jeunes à prendre des initiatives pour prévenir l'extrémisme violent dans leur école ou leur communauté.
- Participation de **25 189 chefs religieux/communautaires** à des ateliers de renforcement des capacités et au lancement de programmes visant à mettre fin à l'extrémisme violent au niveau local.
- Formation de **690 journalistes** et futurs professionnels des médias à la couverture médiatique responsable de l'extrémisme violent et à sa prévention.
- Engagement de **210 acteurs de la sécurité**, tels que la police et le personnel militaire, et plus de **23 832 jeunes** dans des actions de collaboration visant à promouvoir un sens de la responsabilité mutuelle les uns envers les autres. Rien qu'au Kenya, GCERF a soutenu **252 initiatives conjointes de jeunes et d'acteurs de la sécurité**.



RENFORCÉ LA COHÉSION SOCIALE

- Organisation de **1 590 dialogues interconfessionnels, intercommunautaires ou intergénérationnels** avec plus de **262 470 participants**.
- Établissement de **217 cadres interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels** pour mettre en place des mécanismes de consultation entre les groupes.
- Mise en place d'événements de construction de la nation dans **30 madrasas**, rien qu'au Bangladesh, afin de promouvoir le respect de la diversité linguistique entre autre, parmi les étudiants. Ces madrasas ont organisé **526 sessions sur la lutte contre l'extrémisme violent**.
- Production de **1 233 programmes radio ou télévisés** pour sensibiliser et faciliter la discussion sur le radicalisme et la prévention de l'extrémisme violent (PEV).

FAVORISÉ LA RAISON D'ÊTRE

- Création de **776 groupes de jeunes** pour accroître l'engagement des jeunes dans les discussions, les débats et les activités liés à la PEV,

en utilisant des points d'entrée accessibles tels que les événements culturels et sportifs.

CRÉÉ L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

- Amélioration des moyens de subsistance et de l'employabilité de **19 475 personnes** grâce aux programmes de GCERF, y compris un **soutien matériel à 1 718 jeunes et 4 863 femmes** qui ont reçu des outils et des subventions de démarrage pour améliorer leurs compétences professionnelles et créer des entreprises.
- Formation professionnelle et apprentissage à **200 talibés** au Mali, ce qui implique que les participants aient été formés à l'identification de la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent. Parmi ce groupe, **30 talibés ont ensuite lancé des initiatives pour prévenir et combattre l'extrémisme violent**. Les talibés sont des jeunes qui étudient le Coran.



BANGLADESH
Crédit photo de Rupantar

SUIVI ET ÉVALUATION

Chez GCERF, le travail vital de suivi et d'évaluation est dirigé par notre unité Performance et Impact. Cette fonction est essentielle pour l'évolution de l'organisation - non seulement parce que nous continuons à affiner les programmes pour garantir leur succès en matière de PEV, mais aussi pour notre propre développement en tant qu'avant-garde d'un domaine émergent.

En 2020, l'unité Performance et Impact a amélioré les processus de suivi et d'évaluation pour permettre une analyse plus rapide des résultats obtenus par les programmes financés par GCERF dans le monde. L'équipe a conçu un nouveau modèle de cadre de résultats et un nouveau processus d'établissement de rapports qui ont permis un suivi et un établissement de rapports plus opportuns et ont aidé à établir des attentes claires entre GCERF et ses partenaires sur les données à recueillir, à analyser et à présenter.

GCERF a amélioré le processus de conception des subventions. Toutes les subventions de GCERF passent désormais par un processus détaillé dans lequel GCERF et les bénéficiaires de la subvention co-définissent une théorie du changement qui alimente un cadre de résultats. Ces documents sous-tendent un plan de travail et un budget détaillés. En d'autres termes, GCERF applique les normes de référence de l'assurance qualité en matière de programmation, conformément à la gestion axée sur les résultats.

Au cours de la période considérée, le personnel spécialisé de GCERF :

- A fourni des conseils aux bénéficiaires de subventions sur les meilleures pratiques en matière de collecte de données.
- A voyagé au Nigeria pour présenter les résultats d'une étude de base conjointe aux parties prenantes locales.

- A assuré un soutien technique aux bénéficiaires de subventions au Nigeria, au Bangladesh, au Kosovo, aux Philippines et au Mali par le biais de réunions et d'ateliers bilatéraux en ligne, notamment sur la collecte de données de base, intermédiaires et finales.

L'année a également donné des résultats positifs grâce au suivi par des tiers, un outil complémentaire qui fonctionne parallèlement au travail de l'équipe régulière de suivi, d'établissement de rapports et de gestion des subventions pendant le cycle de subvention. Pour les subventions au Kenya, le suivi par des tiers des programmes dans le cadre des financements de base et accéléré a montré des signes précoces de succès dans le rapprochement entre les forces de l'ordre, les jeunes et d'autres parties prenantes, et la mobilisation des groupes religieux pour prévenir et contrer l'extrémisme violent. L'impact du soutien de GCERF sur les plans d'action des comités visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent au Kenya est particulièrement remarquable.

GCERF a également initié une évaluation indépendante ex-post des équipes d'intervention d'action communautaire établies par ActionAid Nigeria, bénéficiaire d'une subvention de GCERF. Les évaluations ex post permettent de déterminer dans quelle mesure les résultats des programmes sont durables. Les résultats de l'évaluation, prévus pour le premier semestre 2021, sont très attendus, car ActionAid continue d'attirer la presse nationale pour son modèle de participation des jeunes à l'élaboration des politiques dans d'autres régions du Nigeria.

En 2020, GCERF et le groupe de travail sur la lutte contre l'extrémisme violent du Forum mondial contre le terrorisme ont convenu de s'associer pour mener des recherches conjointes sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au niveau local.



NIGERIA

Crédit photo Muhammadtaha Ibrahim Ma'aji disponible sur unsplash.com

COMITÉ D'EXPERTS INDÉPENDANTS

Le Comité d'experts indépendants de GCERF est un groupe impartial de 10 experts nommés par le Conseil d'administration de GCERF pour fournir une évaluation technique rigoureuse des demandes de financement reçues par GCERF.

Dans le même temps, le panel fournit des conseils d'experts sur les évaluations spécifiques des pays et les stratégies d'investissement de GCERF. En 2020, les termes de référence du Comité d'experts indépendants ont été mis à jour afin de bénéficier davantage des connaissances de ses experts de classe mondiale.

GCERF engage les membres du comité pendant le processus de gestion des subventions et pour contribuer aux efforts de renforcement des capacités de l'organisation pour les bénéficiaires de subventions. Le Comité est une composante essentielle des mécanismes de financement de GCERF pour garantir la qualité de la programmation, la spécificité de la PEV et l'alignement sur les priorités nationales. Les membres sont institutionnellement indépendants du Secrétariat et du Conseil d'administration de GCERF. Chacun sert à titre personnel, sans lien avec son employeur, son gouvernement ou toute autre entité. En 2020, le Comité a examiné les propositions de subventions de l'Albanie, du Kosovo, du Mali, des Philippines, de la Somalie et du Sri Lanka. Le Comité a également contribué à l'élaboration de la stratégie d'investissement au Kenya et au Sri Lanka, ainsi que de la stratégie régionale dans les Balkans occidentaux.

GCERF a maintenu des communications étroites avec le Comité, l'impliquant dans son travail, notamment lors de multiples webinaires appelés Communautés de pratique mondiales. Les sujets abordés en 2020 allaient des bonnes pratiques de la police communautaire à l'implication du secteur privé dans la PEV. La série virtuelle a attiré plus de 400 participants du monde entier, dont des praticiens, des donateurs et des membres du gouvernement des pays partenaires de GCERF.

Les discussions ont fourni une nouvelle plateforme aux bénéficiaires de subventions de GCERF pour échanger directement avec des experts dans le domaine de la lutte et de la prévention de l'extrémisme violent et pour partager entre eux leurs expériences. Les webinaires ont permis à GCERF de poursuivre sa mission de créer un changement durable dans les communautés locales où il finance des travaux. Ils ont permis d'échanger sur les enseignements tirés de divers contextes mondiaux et de planter des graines pour des recherches et des programmes ultérieurs par GCERF et ses partenaires.

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS INDÉPENDANTS EN 2020



M. Christian Leke Achaleke

Lauréat 2018 du Luxembourg Peace Prize dans la catégorie «Outstanding Youth Peaceworker» (Jeune consolidateur de paix exceptionnel)



Mme Hamsatu Allamin

Fondatrice de la Fondation Allamin pour la paix et le développement et membre de l'Alliance mondiale des femmes pour le leadership en matière de sécurité ainsi que de la Fédération des femmes musulmanes du Nigeria



Sir Malcolm Evans

Professeur de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Bristol et président du Sous-comité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la prévention de la torture



Mme Humera Khan

Directrice Exécutive de l'organisation Muflehun et professeure associée à la Elliott School of International Affairs de l'Université George Washington



Mme Phyllis Muema

Directrice Exécutive du Kenya Community Support Centre (KECOSCE)



Mme Mossarat Qadeem

Directrice Exécutive de l'organisation PAIMAN Alumni Trust



Mme Maud Roure

Chargée de programme à la Fondation Kofi Annan



M. Keneshbek Sainazarov

(président du Comité d'experts indépendants), directeur de programme pour l'Asie centrale au sein de l'organisation Search for Common Ground



Dr Lisa Schirch

Conseillère principale en matière de politiques pour l'organisation Alliance for Peacebuilding



M. Thomas Wuchte

Directeur Exécutif de l'Institut international pour la justice et l'état de droit (IIJ)

GCERF remercie Mme Phyllis Muema et Mme Hamsatu Allamin pour leur service en tant que membres du Comité d'experts indépendants et a pris note de leur démission à la fin de 2020. À cette occasion, le conseil d'administration a approuvé la nomination des experts suivants en tant que nouveaux membres:



Dr Andrew Glazard

Jennings Randolph Senior Fellow, Institut des États-Unis pour la paix



Dr Medinat Malefakis

Expert en conflits, terrorisme et déplacements humanitaires



Dr David Malet

Professeur associé de justice, de droit et de criminologie, American University.

GOUVERNANCE

En tant qu'organe de décision de GCERF, le Conseil d'administration de GCERF a diverses responsabilités. Le Conseil :

- **Guide l'orientation stratégique de GCERF**
- **Promeut la mission de GCERF et son engagement auprès des partenaires**
- **Mobilise les ressources**
- **Gérer les stratégies d'investissement, les budgets et les systèmes de contrôle interne du pays**
- **Contrôle les performances, assure le respect de la politique en matière d'éthique et de conflits d'intérêts, et supervise le secrétariat**

En 2020, GCERF a tenu deux réunions virtuelles du Conseil d'administration dans les limites de la COVID-19, le 9 juin 2020 et le 1er et 2 décembre 2020. Le Conseil a adopté 28 décisions sur des questions critiques, telles que l'allocation de fonds, les plans de mise en œuvre de la stratégie, les mesures de contrôle interne et les stratégies nationales et régionales pour les Balkans occidentaux, le Sahel, la Somalie et le Sri Lanka.

Le 1er décembre 2020, M. Stefano Manservigi a été nommé nouveau président du Conseil d'administration à l'issue du mandat de la présidente sortante, Mme Carol Bellamy, et prendra ses fonctions en janvier 2021. M. Manservigi, ancien directeur général de la coopération internationale et du développement (DEVCO) à la Commission européenne, apporte une vaste expérience à ce poste grâce à sa longue carrière dans la diplomatie internationale, la politique de sécurité et le développement.

En 2020, le Conseil a approuvé l'Albanie, le Niger et la Macédoine du Nord comme nouveaux pays partenaires. Toutes les décisions du Conseil d'administra-

tion sont accessibles au public sur le site Web de GCERF. Une liste complète des membres de notre Conseil d'administration se trouve à l'annexe 1.

Un autre développement essentiel a été la création d'un Comité des finances et de l'audit chargé de superviser et de conseiller sur les questions financières, l'audit, la gestion des risques et le contrôle interne. À la fin de l'année 2020, le Comité des finances et de l'audit était composé de trois membres et avait tenu plusieurs réunions. Le Comité de gouvernance et d'éthique, composé de six membres, a tenu plusieurs réunions en 2020. En 2020, le Comité de gouvernance et d'éthique n'a reçu aucun rapport de cas de conflit d'intérêts.

Au niveau des pays, les individus couverts par les principes liés à l'éthique et aux conflits d'intérêts sont les membres des Mécanismes de Soutien du Pays, qui sont impliqués dans le processus d'octroi des subventions. Les bénéficiaires des financements de GCERF sont également liés par le code de conduite de GCERF. Au cours de l'année 2020, aucun cas de conflit d'intérêts dans les pays partenaires n'avait été signalé au Secrétariat de GCERF, relayé aux membres des Mécanismes de Soutien du Pays, ni aux bénéficiaires des financements.

SENSIBILISATION

En 2020, GCERF a continué à élargir son public externe, attirant davantage de praticiens de la PEV, de jeunes, de donateurs potentiels, d'universitaires et de journalistes vers sa mission de prévention de l'extrémisme violent.

GCERF a dévoilé un nouveau site web, avec une image de marque rafraîchie, une navigation plus aisée et une vidéo pour attirer de nouveaux publics. Ces améliorations, associées à des campagnes web concertées et à des séries d'événements, ont permis à GCERF de continuer à défendre le rôle essentiel des communautés dans la prévention de l'extrémisme violent. GCERF a enregistré ces succès en dépit des défis posés aux rapports et aux programmes traditionnels tout au long de la pandémie mondiale.

GCERF a distribué des bulletins d'information trimestriels contenant de courtes vidéos et a poussé l'interactivité à travers des événements virtuels et une présence accrue sur les médias sociaux. GCERF a attiré les mentions de la presse internationale et a été présenté dans des journaux, des magazines et des publications industrielles réputés tels que DevEx, Just Security, le blog du Royal United Services Institute, etc.

GCERF a organisé plusieurs événements externes, principalement sous forme virtuelle en raison de la COVID-19, et a tenu des rôles d'orateur lors de nombreuses conférences de haut niveau. Il a renforcé l'engagement avec le secteur privé et a organisé un

événement virtuel de la Communauté de pratique avec les bénéficiaires de subventions de GCERF dans le monde entier pour discuter du contexte local, des objectifs et des défis liés à l'engagement du secteur privé.

GCERF a renforcé ses relations et donné la priorité à une coordination étroite avec ses principaux partenaires, notamment le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT), le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), Hedayah, l'Institut international pour la justice et l'état de droit (IIJ) et la Fondation Kofi Annan (KAF). GCERF a signé des protocoles d'accord avec l'IIJ et la KAF.

FINANCES

L'unité financière planifie et organise les ressources financières du Fonds, gère les audits annuels et de projet, tout en se conformant aux normes comptables internationales. L'équipe fournit également un soutien technique aux activités d'octroi et de gestion des subventions du Fonds et organise des formations financières pour les bénéficiaires de subventions de GCERF dans le pays. Un audit annuel a été réalisé par une société externe, BDO SA Ltd, en Suisse, sur les états financiers de GCERF en 2020.

Au cours de l'année, un certain nombre de bénéficiaires de subventions de GCERF en Afrique, en Asie et en Europe ont été soumis à des examens financiers

par BDO LLP au Royaume-Uni. Le Secrétariat a continué à renforcer ses systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, conformément au modèle COSO de contrôle interne. Une révision complète des procédures et processus actuels a débuté au cours du dernier trimestre de 2020.

En 2020, le Comité des finances et de l'audit a été créé par le Conseil d'administration avec une composition initiale de trois membres chargés de superviser et de conseiller sur les questions liées aux finances, à l'audit, à la gestion des risques ou au contrôle interne.

RESSOURCES HUMAINES

GCERF a terminé l'année plus fort, plus efficace et plus résilient qu'à son début.

L'organisation a continué à attirer des professionnels hautement qualifiés du monde entier. GCERF s'est adapté sans difficulté au travail à distance, en partie grâce à son engagement en faveur du renforcement des capacités internes et de la mise en place de modalités de travail flexibles avant la pandémie mondiale.

En 2020, GCERF a réussi à intégrer cinq nouveaux employés et quatre stagiaires à court terme. À la fin de l'année, le Secrétariat de GCERF comptait 27 membres du personnel, dont des employés permanents et temporaires, un personnel externalisé et des stagiaires. L'équipe était composée de 74 % de femmes et comprenait 16 nationalités différentes.

Le Secrétariat est passé au travail à distance le 18 mars 2020, conformément aux conseils officiels du

gouvernement suisse. GCERF ayant déjà migré vers Microsoft Office 365 en 2019, tout le personnel était équipé de manière adéquate pour correspondre et collaborer virtuellement sur des projets partagés. Cette performance est particulièrement remarquable dans une période où des organisations comparables signalaient des pertes de productivité au cours des premiers mois d'adaptation.

Tout au long de l'année, GCERF s'est efforcé de garantir des règles strictes en matière de cybersécurité, conformément aux meilleures normes. Il s'est parallèlement attaché à soutenir le personnel face à l'incertitude de la pandémie et aux restrictions de mouvement associées. Par exemple, GCERF a obtenu un soutien temporaire supplémentaire en matière de santé mentale et a organisé des événements sociaux en ligne et hors ligne, dans la mesure du possible, pour remonter le moral et préserver le bien-être du personnel.

MOBILISATION DES RESSOURCES

GCERF est soutenu par 17 gouvernements, l'UE et le secteur privé. À la fin de l'année, le total des contributions financières reçues depuis la création du GCERF en 2014 avait atteint 97,4 millions USD, y compris les contributions en nature. Rien qu'en 2020, GCERF a obtenu un total de 18,7 millions USD à réinvestir dans les pays partenaires existants et à ajouter de nouveaux pays à son portefeuille. GCERF continue de bénéficier du soutien solide de ses donateurs actuels, qui ont renouvelé leurs engagements envers sa mission.

En 2020, GCERF a accueilli l'Allemagne et l'Italie com-

me nouveaux donateurs et se réjouit de construire des relations solides avec eux.

En parallèle, GCERF a poursuivi son engagement avec de nouveaux partenaires potentiels, notamment le secteur privé et les fondations, ce qui reste un objectif à long terme. En particulier, GCERF a signé un protocole d'entente avec IHS Nigeria pour offrir une formation professionnelle à environ 4 000 participants aux camps de paix au Nigeria. Ce partenariat sera mis en œuvre lorsque les restrictions de COVID-19 sur les rassemblements et les mouvements le permettront.

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AU GCERF

En milliers de dollars US (au 31 décembre 2020)	financières	En nature
Australie	5,293	-
Allemagne	5,990	-
Canada	3,445	-
Danemark	2,094	-
Espagne	12	-
États-Unis d'Amérique	13,427	2,326
France	2,420	-
Fondation Kofi Annan	96	-
Italie	575	-
Japon	7,525	-
Liechtenstein	257	-
Maroc	30	32
Nouvelle-Zélande	1,243	42
Norvège	4,622	-
Pays-Bas	11,535	-
Qatar	10,000	-
Royaume-Uni	2,577	-
Secteur privé et autres	52	36
Suède	167	-
Suisse	10,447	1,969
Union européenne	11,279	-
Total	93,087	4,405

ALBANIE

CONTEXTE

L'Albanie est devenue un pays partenaire de GCERF en avril 2020, dans le cadre de l'élargissement de GCERF à d'autres pays des Balkans occidentaux, dont le Kosovo a été le premier. GCERF a chargé un expert externe de réaliser une évaluation des besoins régionaux et a ensuite élaboré une stratégie d'investissement sur trois ans pour les Balkans occidentaux, axée sur la réhabilitation et la réintégration (R&R) des combattants terroristes étrangers de retour au pays (RFTF). Cette stratégie s'appuie sur une théorie du changement développée pour la R&R communautaire.

La COVID-19 a exacerbé les difficultés économiques et restreint les déplacements. Plus de 450 personnes en Syrie devaient être rapatriées à partir de 2020. Cependant, en raison de la pandémie et de l'évolution des priorités mondiales, les retours ont été retardés. Sur ce nombre, le gouvernement albanais s'attendait à recevoir 25 femmes et enfants, mais seules cinq personnes sont revenues.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- GCERF a financé Terre des Hommes pour aider à soutenir le centre d'accueil du gouvernement pour les RFTF, le premier point de contact pour les rapatriés. Le bénéficiaire de la subvention a soutenu la première famille de rapatriés et a aidé un enfant non accompagné à être réuni avec sa famille.





ALBANIE

Crédit photo Chris Boehm disponible sur unsplash.com

LEÇONS APPRISSES

- La sensibilité du rapatriement des RFTFs illustre l'importance d'une coordination multipartite et d'une programmation flexible.
- Le défi de la communication avec les institutions gouvernementales souligne la nécessité pour GCERF et ses partenaires de s'engager de manière proactive avec les organes gouvernementaux concernés.

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS



BANGLADESH

CONTEXTE

La COVID-19 a atteint le Bangladesh en mars. À la fin de l'année, la pandémie avait contribué à 7 559 décès. Les difficultés sociales et économiques se sont accrues au cours de la période considérée, avec une baisse du niveau des envois de fonds, une diminution des taux de commerce international entre les industries et des annulations de la part d'acheteurs étrangers de vêtements prêts à porter.

Les groupes extrémistes violents (VE) ont continué à exploiter les griefs politiques, économiques et sociaux croissants aggravés par la pandémie, en utilisant le cyberspace bangladais pour atteindre un public encore plus large. Depuis l'épidémie, le nombre d'utilisateurs d'Internet a augmenté de plus de 50 % dans tout le Bangladesh, selon un rapport publié en novembre dans *Foreign Policy*. Les fausses informations et les théories du complot sur la COVID-19 se sont multipliées au cours de l'année, selon *The Diplomat*, qui a cité une radicalisation croissante par le biais de scénarios apocalyptiques et l'encouragement d'attaques.

Dans les districts de Rajshahi et de Khulna, des arrestations de partisans et de membres de groupes VE interdits ont été signalées par les médias en ligne et par Rupantar, un bénéficiaire de subventions opérant dans la région. À Cox's Bazar, où opèrent le consortium dirigé par YPSA et Pulse Bangladesh, le prix des produits de première nécessité a augmenté de 50 % alors que les salaires journaliers ont baissé de 15 %, selon les bénéficiaires de subventions.

Le ressentiment des communautés d'accueil à l'égard de la communauté rohingya hébergée

dans les camps s'est accru à mesure que la situation socio-économique se dégradait, selon les groupes d'aide cités dans les médias.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- GCERF a soutenu plus de 500 plateformes de jeunes. Ces plateformes, telles que les clubs de la paix pour les jeunes, ont rassemblé des jeunes femmes et hommes, des filles et des garçons de divers horizons pour partager leurs expériences et parler de l'impact négatif de l'extrémisme violent dans leurs communautés.
- GCERF a soutenu des agents de changement qui ont mené diverses activités au niveau communautaire pour prévenir l'extrémisme violent. Des formations sur le leadership, la communication, les compétences de facilitation et la PEV sont dispensées aux jeunes afin de promouvoir l'esprit critique et la raison d'être.
- Les agents de changement ont volontairement soutenu la mise en œuvre des activités de COVID-19, notamment la distribution de nourriture à 800 ménages à Cox's Bazar, de matériel d'hygiène et la sensibilisation via du porte-à-porte à Khulna, Rajshahi et dans d'autres régions, qui ont permis de toucher plus de 18 000 ménages.
- Les membres du club de la paix des jeunes ont été invités par la Corporation municipale de Khulna à participer à une réunion de planification en septembre. Il s'agit d'un grand pas vers l'autonomisation des jeunes dans la prise de décision.

LEÇONS APPRISES

- Les bénéficiaires de subventions ont trouvé de nouvelles approches sur la manière de poursuivre les initiatives de PEV sans mettre en danger la santé et la sécurité du personnel et des bénéficiaires. Bien que les réunions virtuelles n'aient pas eu les résultats escomptés dans les zones rurales en raison de la faible connectivité, elles se sont avérées efficaces pour coordonner les membres du consortium. Le suivi financier en ligne des sous-récepteurs a également été testé et s'est avéré efficace.
- Les normes culturelles ont continué à faire ob-

stacle à une participation efficace des femmes aux activités du programme. Le consortium dirigé par YPSA a indiqué que l'engagement des majhis, ou chefs traditionnels, dans les activités mises en œuvre dans les camps rohingyas était crucial pour promouvoir la participation des femmes à la PEV. En effet, la permission des majhis est importante pour garantir l'engagement des femmes dans le programme.

- Rupantar a surmonté le défi d'engager des jeunes de diverses origines religieuses en raison de la stigmatisation, en créant des exemples positifs dans les communautés ciblées et en faisant une meilleure promotion des clubs de paix.



BANGLADESH
Crédit photo de Rupantar

**ABDUL, INSTITUTEUR,
CHAPAI-NAWABGANJ**

« [C'EST] LA TOUTE PREMIÈRE FOIS QUE NOUS VOYONS NOS JEUNES DE DIFFÉRENTES CONFESSIONS ET DE MULTIPLES ORIGINES COLLABORER EN ÉQUIPE ET SE SOUTENIR MUTUELLEMENT DANS UN BUT COMMUN : DÉVELOPPER LA CONFIANCE ET LE RESPECT ».

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS



Reconnaître la radicalisation : «Un cadeau d'Allah»

Même pendant la pandémie, Arizul Islam*, 18 ans, et ses amis Khairul*, Sohel* et Razu* se rendaient régulièrement à la mosquée locale de la Corporation municipale de Khulna, au Bangladesh, pour prier.

Le jeune homme pieux s'y est senti inspiré et s'est rapproché de ses amis.

Arizul, un étudiant, était de plus en plus convaincu du point de vue de ses amis selon lequel le gouvernement favorisait les "non-croyants" par rapport aux musulmans. Lorsqu'Arizul a appris qu'ils appartenaient au groupe extrémiste violent local interdit par le gouvernement, Allah'r Dal, il était convaincu que le djihad était le seul moyen de mettre fin à la dégradation perçue des musulmans.

« Nous pensions que cette pandémie avait été un cadeau d'Allah pour la destruction des kafirs [non-croyants]. Cette pandémie ne touchera aucun mumin [croyant] », a-t-il déclaré. Arizul est resté en contact avec ses amis par le biais d'une plateforme textuelle protégée et a commencé à se retirer de ses autres amis.

« Je développais une mentalité de "nous contre eux". Mes convictions intérieures changeaient progressivement en faveur de leur logique et la compagnie de mes autres amis et de ma famille ne me reconfortait pas beaucoup », a-t-il déclaré.

Ce sont ces changements qui ont attiré l'attention de son camarade de classe, Sirajul*. Sirajul faisait partie d'un club pour la paix financé par GCERF et organisé par l'ONG Rupantar. Grâce à son expérience de la propagande et de l'émergence d'inci-

dents violents au sein du club, il savait que le comportement irrégulier de son ami d'enfance pouvait être un signe de radicalisation. Les clubs de la paix accueillent des activités culturelles, sportives et interconfessionnelles visant à rassembler divers groupes et à améliorer la cohésion sociale.

« Réalisant l'évitement inhabituel d'Arizul, son isolement et son système de croyances peu familier, je l'ai présenté à d'autres amis du club de la paix », a déclaré Sirajul.

Ils ont parlé à Arizul à plusieurs reprises et se sont également entretenus avec ses parents et le représentant élu de la région. Ils ont discuté de la nécessité de la tolérance et du pluralisme dans la société ainsi que de la vulnérabilité des jeunes au recrutement par des groupes extrémistes violents. Lentement, Arizul a retrouvé un certain scepticisme et a commencé à analyser sa situation de manière critique. Il a cessé de communiquer avec le trio impliqué dans Allah'r Dal et, en juillet, le bras d'élite de la police, le Bataillon d'action rapide, a arrêté Sohel, Khairul et Razu, soupçonnés de soutenir le militantisme.

Aujourd'hui, Arizul est reconnaissant aux membres du club de la paix d'être intervenus.

« Au départ, je n'étais pas intéressé à les écouter, mais après plusieurs conversations, je me suis rendu compte que je faisais fausse route », a déclaré Arizul. Il souhaite désormais organiser des activités sociales pour les autres membres du club de la paix.

*Les noms ont été modifiés

KENYA

CONTEXTE

Le Kenya a continué d'être une cible fréquente des attaques terroristes menées par Al-Shabaab. Ces attaques ont principalement visé des prestataires de services non locaux, tels que des enseignants et des agents de sécurité dans le comté de Garissa, l'aérodrome américano-kényan de Manda Bay à Lamu et des ouvriers du bâtiment à Wajir-Est. Al-Shabaab a également continué à obliger les communautés locales à payer une taxe au groupe militant.

La pandémie et ses restrictions ont influencé les dynamiques sociales et sécuritaires au sein du pays et accentué certains des moteurs de l'extrémisme violent, notamment le chômage, le sentiment de désespoir et les griefs des communautés à l'encontre des institutions étatiques. Les restrictions gouvernementales ont entraîné des retards dans la mise en œuvre de certaines activités, en particulier celles impliquant des étudiants, car les écoles sont restées fermées jusqu'à la fin de 2020.

Les neuf bénéficiaires de GCERF ont réorienté les fonds pour répondre aux problèmes de santé publique, financiers et éducatifs auxquels les communautés ont été confrontées en raison de la pandémie.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- GCERF a financé trois organisations de la société civile (OSC) à Garissa, Isiolo et Nyeri, et a aidé à diriger la mise en œuvre des plans d'action des comtés pour contrer et prévenir l'extrémisme violent.
- Les bénéficiaires de subventions ont mis en œuvre des activités pour répondre à la pandémie et à ses implications dans le secteur de la sécurité. Ces activités comprenaient la distribution de nourriture et d'articles d'hygiène, d'équipements de protection individuelle (EPI) et de distributeurs d'eau dans les communautés vulnérables, les institutions religieuses, les postes de police et les centres correctionnels.
- Les bénéficiaires ont mis en œuvre des activités visant à renforcer la confiance et la collaboration entre les jeunes et les acteurs de la sécurité, en particulier dans les comtés de Garissa, Nairobi et Wajir. Ces activités comprenaient l'engagement des jeunes dans les groupes communautaires de surveillance de la paix. Les représentants des groupes communautaires de surveillance de la paix, y compris les acteurs de la sécurité, ont indiqué que les jeunes étaient devenus des acteurs clés de la prévention des conflits, en particulier dans les zones reculées auxquelles les aînés ne peuvent pas accéder facilement.
- Les membres vulnérables de la communauté dans les zones de tension en matière d'extrémisme violent, y compris les jeunes scolarisés ou non et les femmes touchées par l'extrémisme violent, ont reçu une formation professionnelle sur l'alphabétisation financière et l'entrepreneuriat pour accéder aux opportunités d'emploi.
- Le bénéficiaire de la subvention GCERF, Legal Resources and Foundation Trust, a développé la première stratégie pénale pour prévenir et contrer l'extrémisme violent dans les centres correctionnels afin d'assurer l'intégration de la PEV dans les politiques et pratiques nationales concernant le service pénitentiaire. La stratégie a suscité l'intérêt du Parlement du Kenya et servira de base à toute nouvelle législation relative à la prévention de l'extrémisme violent dans les prisons.
- Les bénéficiaires ont indiqué que davantage de jeunes femmes avaient assumé des rôles de direction au sein des groupes, une amélioration par rapport aux années précédentes où les voix féminines étaient à peine entendues dans les sessions de groupe.

LEÇONS APPRISSES

- Les initiatives qui soutiennent les actions conjointes de la communauté et des acteurs de la sécurité contribuent à améliorer leurs relations. Le dialogue entre les jeunes et la communauté au sens large brise la glace, désamorce l'hostilité et aide à lutter contre les stéréotypes.
- Les OSC localement implantées peuvent être des leaders dans la conduite du changement au niveau local dans un court laps de temps.

Legal Resources and Foundation Trust a plaidé pour le développement d'une stratégie de PEV dans les établissements pénitentiaires et a influencé le changement de politique en l'espace d'un an.

- Les OSC locales peuvent être plus efficaces lorsque leur champ d'action est bien défini, que leurs résultats et leurs produits sont clairs et qu'elles sont soutenues dans la création de partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux.

EZEKIEL KAMAU WAITHAKA
– 27 ANS, JEUNE DU SOUS-COMTÉ DE KAMUKUNJI

« LES JEUNES INTERAGISSENT DÉSORMAIS LIBREMENT AVEC LES OFFICIERS DE POLICE GRÂCE À DES SESSIONS DE DIALOGUE ORGANISÉES OÙ LES ÉCARTS ENTRE LA POLICE ET LES JEUNES SONT ABORDÉS ».

LA VOIE À SUIVRE

La prochaine phase du programme du GCERF au Kenya se concentrera sur l'amélioration de la durabilité grâce au soutien des structures communautaires Forums d'engagement communau-

taire dans 21 comtés. Chaque forum est établi par le gouvernement du Kenya pour soutenir les plans d'action des comtés visant à prévenir et à contrer l'extrémisme violent.

PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS



Healthy Africa, Empowered People!



ISILOLO PEACE LINK



ÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LES JEUNES ET LA POLICE

Lorsqu'ils signalent un crime, peu de gens s'attendent à être eux-mêmes mis derrière les barreaux. C'est pourtant ce qu'ont ressenti de nombreux jeunes du

sous-comté de Kamukunji, au Kenya, lorsque les relations entre la police et les jeunes ont atteint leur point le plus bas en juillet 2020, sur fond de pandémie de COVID-19. « Les jeunes disaient qu'ils étaient toujours suspects », a déclaré Gibson Mwaita, le responsable du consortium du projet Jiongoze financé par GCERF. « Ils parlaient du harcèlement par la police, du fait d'être arrêtés et d'être rassemblés et mis derrière les

barreaux lorsqu'ils signalaient un crime, au lieu d'être écoutés ». Des histoires comme celles-ci ont été le catalyseur du changement. Une étude de base réalisée en 2019 a montré que le harcèlement policier des jeunes, âgés de 18 à 35 ans, était l'un des moteurs de l'extrémisme violent dans la communauté. « Une partie de ce qui les poussait à rejoindre ces groupes extrémistes violents et organisés était des représailles à ce qui était perçu comme du harcèlement », a déclaré Mwaita, 31 ans. « Des jeunes étaient pénalisés simplement parce qu'ils étaient en groupe dans la cour de récréation ». Alors que les appels des jeunes à intervenir se multipliaient, le consortium de cinq ONG locales s'est efforcé de négocier une trêve entre les jeunes et la police. SOWED Kenya s'est entretenu avec des acteurs clés, notamment au sein de l'administration gouvernementale nationale et avec un membre du Parlement, et a pris l'initiative d'organiser ce que l'on appelle un dialogue en plein air « Kikao ». Cela a permis à des personnes représentant toutes les parties d'exprimer leurs griefs et de commencer à trouver des solutions.

« Les jeunes ont pu s'exprimer sur certaines des choses qui se faisaient dans la communauté et qui, selon eux, alimentaient vraiment le conflit entre la police et les jeunes. Pour qu'ils se sentent en sécurité, ne serait-ce qu'en venant au poste de police, ils voulaient avoir l'impression d'avoir une personne de référence », a déclaré Mwaita. La police a écouté et a agi. Elle a suivi les recommandations formulées lors du dialogue en plein air et, le mois suivant, le commissariat avait créé le poste d'agent de liaison avec les jeunes. Les deux agents sélectionnés, choisis selon des critères stricts, étaient un homme et une femme, âgés de moins de 35 ans, connus pour leurs dispositions empathiques et pour être amicaux envers les jeunes. Defence Kale, l'un des jeunes agents qui occupent le poste nouvellement créé au poste de Shauri Moyo, a déclaré que les rapports entre les jeunes policiers étaient désormais « excellents ». « Les jeunes sont de plus en plus amicaux avec les officiers de police et ils sont prêts à donner des informations sur ce qu'il se passe dans la communauté », a déclaré Kale, 31 ans.

Cela lui a permis d'améliorer sa capacité à remplir ses fonctions, les jeunes lui confiant des informations sur des projets de crimes que la police était désormais en mesure de déjouer. Le succès du programme a connu un effet boule de neige. Le poste de police de Buruburu, situé à proximité, a affecté ses propres agents de liaison avec la jeunesse et le programme nouvellement créé est désormais déployé à l'échelle nationale, en commençant par 11 comtés pilotes, dont la capitale Nairobi. Le directeur exécutif de SOWED Kenya, Karanja Muraya, a déclaré : « Nous avons déjà eu une série de réunions avec les services de la police nationale - y compris la direction de la lutte contre l'extrémisme violent et le crime organisé, la direction des réformes et la direction de la police communautaire - et le programme REINVENT pour discuter des termes de référence et des normes de procédure pour les SYLO [agents de liaison avec les jeunes des commissariats] et des supports de formation ». En outre, l'initiative a déjà donné des résultats sur la mission plus large de prévention de l'extrémisme violent.

« Nous avons constaté une réduction des cas d'extrémisme violent dans les communautés de Shauri Moyo, Kamikunji et Buruburu grâce aux réformes », a déclaré Mwaita, sur la base des commentaires anecdotiques reçus jusqu'à présent. Les données nationales sur le contre-terrorisme font écho à un sentiment similaire, selon M. Muraya. « En examinant les données du Centre national de lutte contre le terrorisme, on constate que Kamikunji a enregistré une baisse significative du nombre de personnes qui partent en Somalie pour s'entraîner », a déclaré M. Muraya. De retour à Shauri Moyo, la police est désormais invitée à participer aux initiatives des jeunes de la communauté, telles que les événements sportifs et les plantations d'arbres. « Les jeunes interagissent désormais librement avec les officiers de police grâce à des sessions de dialogue organisées qui permettent de combler les lacunes entre la police et les jeunes, créant ainsi un environnement sans criminalité », a déclaré Ezekiel Kamau Waithaka, 27 ans, qui vit à Shauri Moyo.

KOSOVO

CONTEXTE

Comme pour l'Albanie, le programme du Kosovo à GCERF est géré dans le cadre de la stratégie régionale des Balkans occidentaux. Les pays des Balkans occidentaux les plus touchés par la radicalisation, dont le Kosovo, se caractérisent par une mauvaise gouvernance, la corruption, un manque de responsabilité politique, des tensions interethniques et des conflits gelés, où la violence a cessé mais où les causes sous-jacentes du conflit demeurent. Le manque d'opportunités d'emploi, la pauvreté et les faibles niveaux d'éducation contribuent à la vulnérabilité de la région à l'extrémisme violent.

Les tensions politiques se sont poursuivies au Kosovo. Les anciens chefs de l'Armée de libération du Kosovo ont été inculpés de crimes internationaux, les dialogues Kosovo-Serbie dirigés par l'UE ont repris, et le gouvernement est tombé. Comme mentionné précédemment, l'investissement de GCERF dans les Balkans occidentaux s'est concentré sur le R&R des RFTF et de leurs familles. GCERF a signé une nouvelle subvention au Kosovo avec le Community Development Fund.



KOSOVO

Crédit photo de le Fonds de développement communautaire

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Le consortium Community Building Mitrovica a collaboré avec des jeunes à Mitrovica Nord et Sud. En collaboration avec des médecins et des épidémiologistes locaux, ils ont produit des brochures et des vidéos de sensibilisation au COVID-19. Ils ont fourni des EPI aux membres du personnel des hôpitaux et des postes de police, ainsi qu'aux familles des zones rurales. Les efforts de sensibilisation en ligne du consortium ont permis de toucher 133 899 personnes.
- Le consortium Community Development Fund et le Forum for Civic Initiatives, ou FIQ (Forumi për Iniciativa Qytetare), ont finalisé leurs programmes en septembre. Les enquêtes finales ont démontré que les jeunes participants avaient une vision plus claire de leurs objectifs dans la vie, un plus grand sentiment d'appartenance et étaient plus capables d'interagir, de coopérer et de créer des amitiés avec les membres d'autres communautés.
- Le consortium du Fonds de développement communautaire a soutenu la Division de la réintégration du gouvernement, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, pour aider les RFTF, leurs familles et les communautés d'accueil.
- Le consortium Advocacy Training and Resource Centre a élaboré un document d'orientation fournissant des recommandations au gouvernement sur l'impact de la COVID-19 et du R&R.

LEÇONS APPRISSES

- Les médias sont un outil utile pour influencer l'ouverture de la société à la R&R des FRT et de leurs familles. Cependant, les reportages des médias ont des effets négatifs s'ils ne sont pas faits de manière responsable.
- La complexité de la R&R souligne l'importance de la coordination entre les différentes parties prenantes. Les parties prenantes ne doivent

pas s'attendre à avoir accès aux RFTF et à leurs familles du simple fait qu'elles bénéficient d'une subvention. Il faut du temps pour établir la confiance avec les autorités gouvernementales.

- Les OSC n'ont pas nécessairement besoin d'un contact direct avec les RFTF pour soutenir la R&R. Les activités du Fonds de développement communautaire, visant à aider les enfants rapatriés à recevoir un enseignement à domicile grâce à l'utilisation de tablettes, en sont un bon exemple.



KOSOVO

Crédit photo Igor Bulgarin disponible sur shutterstock.com

LES FEMMES RECON- STRUISENT LEUR VIE APRÈS LA GUERRE EN SYRIE ET EN IRAK

Un an après leur retour de Syrie et d'Irak au Kosovo, des femmes ont reçu une formation professionnelle dans le cadre d'un programme de réhabilitation et de réintégration financé par GCERF.

La représentante du ministère de l'Intérieur au Kosovo, Mme Gerdovci, a déclaré que ces activités étaient des étapes progressives qui ouvrent la voie à la réintégration économique et à l'autonomisation des rapatriés. Le programme fournit aux femmes à la fois les compétences requises et les ressources, telles que des machines à coudre, nécessaires pour créer leurs propres marchandises.

Le département de la réintégration du ministère de l'intérieur est en pourparlers avec des entreprises privées pour discuter de la possibilité d'offrir aux femmes de retour au pays la possibilité de fournir ces produits aux entreprises.

« De cette manière, elles pourront générer des revenus et ne pas devenir un fardeau pour l'État, mais pourront au contraire apporter une valeur ajoutée et réintégrer leurs communautés », a-t-elle déclaré à Kallxco, dans un reportage réalisé en juillet par la journaliste Adelina Ahmeti. Les femmes rapatriées ont également manifesté leur intérêt pour d'autres cours, comme la gastronomie, a-t-elle ajouté.

JEUNES À RISQUE PARTICIPANT À DES ATELIERS FINANCÉS PAR GCERF

« J'AI AUGMENTÉ MON SENS DE L'EMPATHIE ».

« ILS NOUS ONT APPRIS À CROIRE EN NOUS-MÊMES
ET À ACCROÎTRE NOTRE CONFIANCE EN NOUS ».

LA VOIE À SUIVRE

- Les bénéficiaires de GCERF soutiendront de plus en plus tous les aspects du R&R, y compris le soutien aux RFTF, aux institutions gouvernementales et la création d'un environnement favorable au retour.

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS





KOSOVO

Crédit photo Mrika Selimi disponible sur unsplash.com

MALI

CONTEXTE

L'effondrement de la démocratie constitutionnelle en août a renforcé les craintes d'avancées opportunistes de groupes d'extrémisme violent tels que Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen et l'État islamique dans le Grand Sahara dans les régions du sud du Mali, en particulier à Kayes et Sikasso. Dans le centre et le nord du Mali, notamment à Mopti, Ségou et Gao, les groupes extrémistes violents ont pris pour cible à plusieurs reprises des civils, des banques alimentaires, des infrastructures publiques telles que des ponts, des écoles et des voies de transport populaires. Ces activités ont pour but d'isoler davantage les populations alors que les conflits interethniques se poursuivent.

Un nombre élevé d'intrusions d'extrémistes violents a été enregistré dans les régions méridionales de Kayes et de Sikasso où les attaques contre les postes paramilitaires ont pris de l'ampleur. Bien que les rapports des bénéficiaires de GCERF dans ces régions suggèrent que les communautés contribuent aux efforts de prévention de l'extrémisme violent, les facteurs d'exacerbation potentiels dans les zones où existent des problèmes tels que l'esclavage moderne et les conflits miniers sont alarmants.



MALI

Crédit photo de le Consortium Action Mopti

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Le consortium Action Mopti a soutenu une campagne de sensibilisation conçue et menée par 20 jeunes ambassadeurs (10 femmes et 10 hommes) dans la commune urbaine de Mopti. La campagne a ciblé 5 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dans cinq différents sites d'hébergement de victimes de conflits intercommunautaires. Les campagnes ont mobilisé des jeunes, à l'intérieur et à l'extérieur des camps, afin d'engager le dialogue avec leurs pairs sur la radicalisation et la prévention. Les bénéficiaires ont demandé à ce que les campagnes menées par les jeunes soient poursuivies.
- Le consortium AMSS a organisé des journées de sensibilisation à la citoyenneté pour 165 jeunes hommes et femmes. Des maires, des conseillers de village et des représentantes d'associations féminines locales étaient présents.
- Le consortium ENDA a collaboré avec les dirigeants communautaires, les autorités locales et scolaires pour identifier 800 enfants (400 filles et 400 garçons) et assurer leur inscription à l'école. Des dirigeants locaux ayant une connaissance approfondie des communautés ont aidé à identifier les enfants, qui recevront des kits scolaires que les familles économiquement vulnérables ont souvent du mal à se procurer.
- Le consortium Think Peace a travaillé avec des jeunes, des femmes et des personnes à mobilité réduite vulnérables pour améliorer leur accès aux opportunités économiques par le biais de formations et de microfinancements. Quelque 88 participants (43 hommes et 45 femmes) ont assisté à 16 sessions de coaching en entrepreneuriat agricole, notamment dans les domaines du maraîchage, de l'alimentation des bovins et des ovins, de la transformation de la viande, de la production et de la commercialisation de savon. À la fin de la formation, chaque bénéficiaire s'est vu remettre un plan d'affaires pour recevoir de petites subventions.

LEÇONS APPRISSES

- Le leadership communautaire favorise une mobilisation plus large et un partenariat avec le secteur privé, ce qui réduit les coûts du projet et augmente la durabilité. À Kayes, sept mairies se sont vu offrir 2 hectares de terrain chacune pour soutenir la mise en œuvre des

activités socio-économiques du projet.

- Les jeunes bénéficiaires de la formation professionnelle ont besoin d'un encadrement étroit et adapté. La durabilité augmente lorsque les bénéficiaires maîtrisent mieux les outils et équipements de gestion et que le secteur privé joue un rôle essentiel.

HOMME BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME POUR LES JEUNES, 24 ANS, MOPTI

« CE PROGRAMME NE COMPREND PAS SIMPLEMENT DES BÉNÉFICIAIRES. IL LES SOUTIEN T DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LEURS PROPRES INITIATIVES - LE MEILLEUR MOYEN D'ACCROÎTRE LE SENTIMENT D'UTILITÉ CHEZ LES JEUNES ».

LA VOIE À SUIVRE

- GCERF codirigera avec le gouvernement malien, en collaboration avec la Suisse, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Programme des Nations Unies pour le Développement, une conférence nationale sur la PEV réunissant les communautés maliennes et les parties prenantes de la PEV, une première dans le pays.
- GCERF signera un MOU avec le G5 Sahel sur une activité conjointe dans la région du Liptako-Gourma. Conformément à la stratégie de GCERF au Sahel, la programmation apportera un soutien direct à la mise en œuvre des ac-

tivités du G5 Sahel sur les axes gouvernance, résilience et développement humain.

- GCERF mettra en place un Mécanisme de Financement Régional au Sahel, composé d'autorités régionales, de gouvernements nationaux et de donateurs, afin de promouvoir et de renforcer la cocréation et la copropriété des activités de programmation du PEV.
- GCERF lancera de nouveaux portefeuilles au Burkina Faso et au Niger afin de travailler avec les gouvernements pour soutenir et promouvoir des interventions de PEV conçues et dirigées localement par des OSC, y compris des organisations communautaires.



PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS



LA REPRISE DE L'AGRO-INDUSTRIE MARQUE LA FIN D'UNE PÉRIODE SOMBRE

« Je m'appelle Sanou M. D. J'ai 55 ans. Je vis à Tambafigna - commune de Kéniéba région de Kayes. Je suis la présidente du groupement des femmes de Tambafigna. Dans notre village, toutes les femmes ont souffert le martyre en général, et moi en particulier. Le vol des installations (panneaux solaires, batteries, la pompe) dans notre zone de maraîchage nous avait laissées désœuvrées. Cela a accéléré la paupérisation des femmes qui ne pouvaient plus assumer les frais de santé, de scolarité, de nourriture pour leurs enfants.

Un jour, nous avons été invitées par les autorités municipales de Kéniéba à participer à une réunion

du projet GCERF dans notre village. Nous étions plus de 20 femmes à participer à cette réunion ce jour-là. L'équipe du projet nous a expliqué les raisons de sa venue dans notre village. Au cours des discussions, nous avons vite compris qu'il s'agissait de renforcer les capacités économiques des femmes et de consolider la cohésion sociale dans un contexte d'extrémisme violent.

Dès que cette information a été annoncée, nous nous sommes mises à danser car c'était enfin la fin d'une période sombre pour nous, les femmes. Avec cela, nous allons enfin avoir une stabilité économique et financière. En même temps, nous pouvons maintenir notre vie de famille, qui avait commencé à se dégrader.

Je ne pensais pas qu'un jour notre activité de maraîchage reprendrait car nous avons l'impression d'avoir frappé à toutes les portes sans succès ».



MALI
Crédit photo Andrzej Grezegorczyk
disponible sur shutterstock.com

NIGERIA

CONTEXTE

Profondément touché par la pandémie, le pays a connu sa pire récession économique depuis les années 1980. Selon les informations communiquées en juin par la Banque mondiale sur le développement du Nigeria, la récession pourrait plonger sept millions de Nigériens supplémentaires dans la pauvreté.

Ces facteurs ont contribué, d'après les bénéficiaires de subventions, à une augmentation de l'incidence de la violence dans tout le pays, notamment dans les États de Benue, Kogi, Nasarawa et Plateau. Les bénéficiaires de subventions ont signalé une augmentation des enlèvements, des attaques de bergers, des cambriolages et des vols à main armée, ainsi que des attaques extrémistes violentes. Ils ont également déclaré que les groupes extrémistes avaient manipulé les récits relatifs à la gestion de la pandémie par le gouvernement, en accusant l'État d'avoir fourni des services médiocres et d'avoir abandonné certaines communautés dans le but de renforcer les sentiments de victimisation.

La dernière partie de l'année a été marquée par des manifestations à l'échelle nationale contre les brutalités policières. Le slogan "End SARS" (Mettez fin au SARS) demandait le démantèlement de l'escouade spéciale anti-braquage, une unité de la police nigérienne. À Jos, la capitale du Plateau, les manifestations ont tourné à la violence le 20 octobre, lorsque des manifestants pro-SARS ont affronté des manifestants qui avaient barricadé une route principale. Cela a déclenché des interactions violentes, conduisant à des troubles plus étendus. Des voitures et des magasins ont été vandalisés et brûlés. Au niveau national, au moins 50 personnes sont mortes dans des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Le deuxième cycle de financement de GCERF au Nigeria a touché plus de 34 000 bénéficiaires.
- Grâce aux programmes des bénéficiaires, les dialogues communautaires et les mécanismes de résolution des conflits - tels que les équipes d'intervention communautaire et les réunions des jeunes ambassadeurs de la paix - se sont enracinés dans 35 communautés de projet. Les dirigeants communautaires ont fait état d'une capacité accrue à résoudre les conflits au niveau local et d'une augmentation du niveau de confiance dans la communauté pour le faire. Les bénéficiaires ont fait état d'une diminution de la violence entre les agriculteurs et les bergers, une source clé de conflit et un moteur de radicalisation dans le passé.
- Le consortium d'ActionAid Nigeria a formé des alliances de gestion des conflits d'État. Les alliances soutiennent la collecte d'informations et les outils de suivi qui amplifient les mécanismes d'alerte et de réponse précoces et, en rassemblant une série de parties prenantes, permettent une résolution plus efficace des conflits. À Ado, dans l'État du Plateau, les dirigeants communautaires ont convenu que tous les rassemblements, y compris les festivals, tels que les enterrements et les réunions d'association, devaient comporter un segment consacré aux messages de PEV.
- Des sessions de dialogue inter- et intra-religieuses ont rassemblé divers groupes laïques et religieux afin de remédier à l'animosité avec laquelle ces groupes se considéraient auparavant. Les projets ont soutenu le développement de groupes tels que les forums interreligieux et le forum des chefs traditionnels afin de travailler en collaboration pour relever les défis liés à la VE. Dans certaines

régions, les autorités gouvernementales locales utilisent désormais ces groupes pour renforcer leur propre engagement auprès des membres de la communauté.

- Les projets ont eu un impact positif sur les jeunes. Après avoir participé à des camps de paix pour les jeunes, à des séances de mentorat et à des formations professionnelles, les jeunes ont fait état d'une plus grande confiance en eux et d'un sentiment d'utilité, tandis que les membres de la famille et de la communauté ont signalé une baisse spectaculaire des niveaux d'oisiveté et de violence chez les jeunes.
- À Kogi et Nasarawa, le consortium d'ActionAid Nigeria a fait des avancées dans le développement des cadres juridiques pour prévenir l'extrémisme violent chez les jeunes. À Kogi, le consortium a plaidé en faveur de l'opérationnalisation de la Commission de développement de la jeunesse, qui favorisera les programmes axés sur la PEV et les jeunes. Le Women Environment Program parraine également un projet de loi pour la création de la Commission de développement de la jeunesse de Benue.

LEÇONS APPRISSES

- Les activités qui rassemblent des jeunes de différentes communautés permettent de mieux comprendre et apprécier la diversité. Cette appréciation est essentielle pour favoriser une coexistence pacifique.
- L'implication des fonctionnaires de l'État à différents niveaux est cruciale pour garantir la volonté politique, l'acceptation du projet et un environnement favorable au projet.

IWUSE, FORCE DE POLICE DU NIGERIA

« JE N'AI JAMAIS SUIVI DE FORMATION SUR LA POLICE DE PROXIMITÉ, JE ME DEMANDAIS SIMPLEMENT COMMENT LA METTRE EN ŒUVRE. JE N'AVAIS ACCÈS QU'À QUELQUES DOCUMENTS MAIS CELA NE M'A PAS PERMIS DE COMPRENDRE LE CONCEPT EN PROFONDEUR JUSQU'À CE QUE NOUS AYONS SUIVI CETTE FORMATION. MERCI AUX ORGANISATEURS DE M'AVOIR AIDÉ À MIEUX TRAVAILLER SUR MON LIEU DE TRAVAIL ».



NIGERIA

Crédit photo Jordi C disponible sur shutterstock.com

ON FAIT CONFIANCE AUX JEUNES POUR RÉSOUDRE LES DIFFÉRENDS GRÂCE À DE NOUVELLES COMPÉTENCES

En juillet, à Kasgong, dans la région de Pankshin, des tensions se sont manifestées au sein des communautés locales après qu'une vache appartenant à des bergers fulanis ait été tuée. De tels incidents entraînent généralement des représailles violentes et des conflits. Pour assurer une résolution pacifique de la situation, le chef du village a décidé d'appeler Ayuba Daser*, un jeune ambassadeur de la paix qui connaît bien la communauté fulani.

Après enquête et négociations, le problème a été résolu sans représailles ni actes violents. Les auteurs ont été retrouvés et remis aux autorités. Selon Ayuba, « pendant le camp, on nous a appris à résoudre les conflits de manière non violente. Depuis lors, j'utilise cette compétence pour régler les différends dans ma communauté. J'ai aussi de bonnes relations avec les Fulanis de ma communauté, alors quand ce problème est apparu, le chef du village m'a fait venir et heureusement, nous avons pu le résoudre pacifiquement ».

*Le nom a été modifié



NIGERIA

Crédit photo Abubakar Balogun disponible sur unsplash.com

LA VOIE À SUIVRE

- La deuxième série de subventions devrait être terminée d'ici la fin de l'année 2021.
- GCERF entame la révision de sa stratégie nationale. Il lancera des consultations avec les principales parties prenantes du programme P/CVE sur un éventuel déplacement de l'attention du centre du Nigeria vers le nord-est, avec un soutien potentiel à la réhabilitation et à l'intégration des personnes qui se sont retirées de Boko Haram et d'autres groupes terroristes et criminels.

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS

act:onaid



PHILIPPINES

CONTEXTE

Contrairement aux attentes selon lesquelles la pandémie réduirait la violence et les conflits, des niveaux élevés d'instabilité et de violence à Mindanao ont été signalés tout au long de l'année 2020, en raison des attaques sporadiques des groupes VE locaux, des opérations policières et militaires et des conflits féodaux. Bien que le nombre de décès liés au terrorisme ait diminué par rapport aux années précédentes, les Philippines sont restées dans le top 10 de l'indice mondial du terrorisme en 2020. Tous les bénéficiaires ont signalé que les membres des groupes VE avaient profité du COVID-19 pour intensifier le recrutement, les activités de propagande et les attaques. Quatre grands groupes continuent d'opérer à Mindanao au nom de Dawlah Islamiyah, ou IS, à savoir : le groupe Abu Sayyaf, les Bangsamoro Islamic Freedom Fighters, les membres restants du groupe Maute et ceux d'Ansar Khalifa Philippines.

À la suite du double attentat-suicide perpétré en août à Jolo, dans l'État de Sulu, les acteurs de la sécurité ont considéré le terrorisme perpétré par les mêmes membres d'une famille comme une des méthodes d'attaques majeures dans la région, les femmes en étant les principales responsables. Dans la région autonome du Bangsamoro du Mindanao musulman (BARMM), les niveaux de violence intra et intergroupe dus aux querelles de clans et aux conflits fonciers sont également restés élevés, entraînant le déplacement de centaines de familles.

Entre-temps, une loi antiterroriste très critiquée a été adoptée en juillet. Cette loi a été portée devant la Cour suprême pour avoir contenu des dispositions contraires aux droits de l'homme, qui, selon les défenseurs, pourraient alimenter le terrorisme. Le gouvernement a également intensifié les opérations contre les groupes terroristes communistes, ce

qui a entraîné des arrestations, des redditions et des protestations de la part des groupes de défense des droits de l'homme.

À la fin de l'année, la mobilité dans le pays était moins restreinte, ce qui a permis la reprise des activités économiques. Le taux de chômage étant le plus élevé depuis 15 ans, les bénéficiaires ont exprimé leur inquiétude quant aux communautés mal desservies où les activités de VE peuvent prospérer. L'éducation à distance est restée un défi, les enfants et les parents ayant du mal à apprendre à distance. Dans le BARMM, les progrès du gouvernement de transition ont été retardés par la pandémie, ce qui a conduit à des appels à prolonger la période de transition au-delà de 2022. Plus que jamais, les gouvernements locaux, jusqu'au niveau du barangay, ont été mis à contribution pour fournir efficacement des services et maintenir la paix dans leurs propres localités.



PHILIPPINES

Crédit photo Kobby Dagan disponible sur shutterstock.com

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Les bénéficiaires de subventions ont atteint 14 859 bénéficiaires directs (45 % de femmes et 55 % d'hommes) et plus de 350 000 bénéficiaires indirects, principalement par le biais de la radio et des médias sociaux.
- Le consortium de la Fondation Synergeia s'est efforcé de réduire la vulnérabilité au recrutement en veillant à ce que les enfants reçoivent une éducation de base et à ce que les programmes d'éducation soient mis en œuvre par les gouvernements locaux. Avec le soutien des maires locaux des villes de Piagapo, Kapatagan, Buldon et Jolo, des modules d'apprentissage ont été produits et diffusés sous forme de foyers adaptés à l'apprentissage à distance.
- Le Consortium de la société civile de Bangsamoro s'est engagé dans la coordination des parties prenantes, le profilage et la cartographie afin de promouvoir l'accès aux services et aux opportunités dans 70 barangays de la BARMM. Le consortium a organisé des forums pour permettre aux membres de la communauté de s'engager auprès des autorités de la BARMM et a renforcé l'agence communautaire dans des zones où elle était auparavant absente. Le consortium a travaillé avec des organismes régionaux pour s'assurer que l'approche sécuritaire était couplée à des interventions offrant des opportunités socio-économiques durables, y compris pour les anciens rebelles.
- Le consortium de l'Institut pour l'autonomie et la gouvernance a élaboré des modules axés sur l'enseignement d'un islam modéré mettant l'accent sur la tolérance. Le soutien et la présence du mufti de la province et du président du Conseil des Ulama de Sulu pour la paix et le développement, ainsi que l'utilisation de la bibliothèque islamique comme lieu de formation ont envoyé un message clair sur la crédibilité du module et sur le fait que l'extrémisme violent est une préoccupation sérieuse des chefs religieux. Ainsi, 100 jeunes très vulnérables ont participé à un camp de paix d'une semaine où les modules ont été utilisés.
- Le consortium Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services a diffusé les messages de PEV et COVID-19 aux communautés par le biais de programmes radio et vidéo, produits par des journalistes citoyens, recrutés et formés dans le cadre de ce projet. Connus sous le nom de patrouilleurs, ils ont utilisé les relations communautaires pour identifier des histoires pertinentes et positives. Leurs efforts contribuent à réduire l'impact de la désinformation.
- L'Initiative pour le dialogue international a formé deux groupes consultatifs locaux composés d'OSC à Cotabato et Maguindanao. Ces groupes consultatifs représentant les communautés moro, indigènes et chrétiennes ont plaidé en faveur de la justice transitionnelle et de la paix.



PHILIPPINES

Crédit photo de Gagandilan Mindanao Women

DONNER À LA PROCHAINE GÉNÉRATION LES MOYENS DE MENER UN AVENIR SANS EXTRÉMISME

Mira est une jeune femme vivant à Madalum, une municipalité profondément touchée par la violence, notamment lors des opérations militaires de 2017 contre les groupes affiliés à ISIS. Comme beaucoup de ses camarades, Mira a vu ses rêves d'un avenir meilleur obscurcis par la pauvreté de son enfance. Autour d'elle, elle voyait la malnutrition, les maisons abandonnées et les routes inachevées. La participation à un programme financé par GCERF et visant à impliquer les jeunes socialement exclus lui a donné un nouvel optimisme. Non seulement elle a établi des liens avec d'autres jeunes confrontés à des problèmes similaires, mais elle est devenue déterminée à*

aider ses pairs à construire leurs communautés.

« Ce projet nous inspire, nous les jeunes, à participer à la construction de la paix et au développement de nos communautés. Il nous aide à comprendre la valeur d'un environnement pacifique, son impact et ses avantages, et donc la nécessité de réduire la présence de l'extrémisme violent », a-t-elle déclaré. Mira est consciente des défis qui l'attendent, mais elle est convaincue qu'avec les connaissances et les compétences adéquates, elle peut contribuer à apporter la paix à sa communauté. « L'extrémisme violent, s'il n'est pas abordé aujourd'hui, ne fera que croître », a-t-elle déclaré. « Ce projet me sert de plateforme pour trouver ma valeur et mon identité en tant que jeune Moro et mon sens du but à atteindre pour ma famille et ma communauté ».

** Le nom a été modifié*

LEÇONS APPRISSES

- Travailler avec les communautés pour concevoir des stratégies est une approche efficace pour s'attaquer aux facteurs spécifiques de radicalisation et de recrutement dans différentes communautés.
- Dans les zones où les groupes extrémistes sont actifs et où les besoins de la communauté sont importants, la formation de partenariats avec d'autres agences et parties prenantes est essentielle pour répondre efficacement aux besoins, augmentant ainsi la résilience contre le recrutement ou l'empiètement des groupes extrémistes violents.
- Selon les bénéficiaires, les conflits locaux sont principalement d'ordre familial et foncier, et les conflits interconfessionnels sont moins nombreux que prévu. La promotion de la paix, dans le cadre de la cohésion sociale, se concentrera sur le dialogue communautaire pour aborder ces questions. Certaines communautés de Maguindanao et de Cotabato du Nord où l'on trouve des triades (chré-

tiens, indigènes et musulmans) feront l'objet d'une attention particulière pour éliminer les tensions interconfessionnelles.

LA VOIE À SUIVRE

- Le Secrétariat a lancé un appel à propositions pour un partenaire local de connaissances (Local Knowledge Partner). Le partenaire aidera les huit bénéficiaires de subventions à accroître leurs capacités de suivi et d'évaluation et permettra une meilleure comparaison entre les projets. Le partenaire entreprendra également des recherches pertinentes pour le programme, dont le thème sera choisi en collaboration avec le mécanisme de soutien aux pays.

UNE MÈRE ET UN PARTICIPANT DU DISTRICT 2

« JE PENSAIS QUE LA RAISON POUR LAQUELLE MON FILS AVAIT ABANDONNÉ L'ÉCOLE ÉTAIT QUE JE N'ÉTAIS PAS IMPLIQUÉ DANS SES ÉTUDES. LA COVID-19 M'A DONNÉ L'OCCASION DE M'ENGAGER AVEC LUI ».

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS



PHILIPPINES

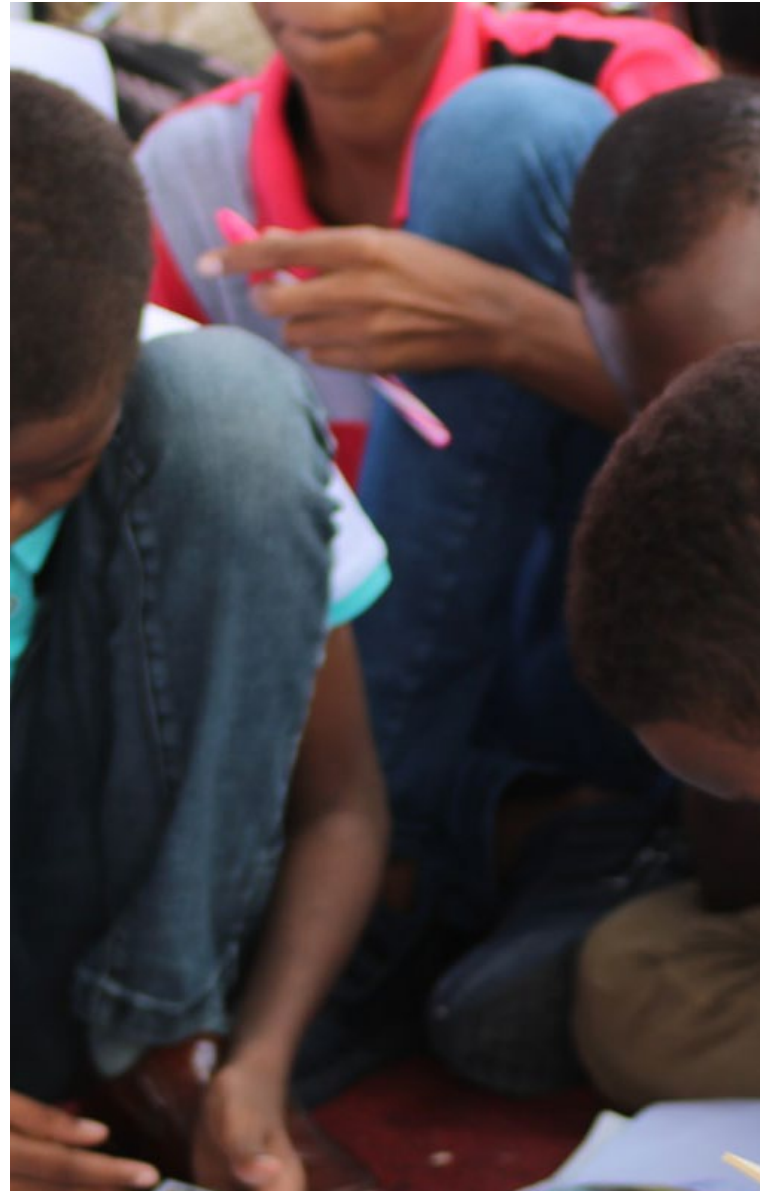
Crédit photo Molydar Souama disponible sur unsplash.com

SOMALIE

CONTEXTE

La Somalie s'est classée au 5ème rang de l'indice mondial du terrorisme et au 2ème rang sur 178 pays de l'indice des États fragiles en 2020. Al Shabaab, un groupe extrémiste violent lié à Al Qaeda, contrôle des pans entiers du sud du pays. Le contrôle des zones rurales et des routes par Al Shabaab signifie que le gouvernement somalien est largement limité au contrôle des centres urbains, encerclés par Al Shabaab. L'État islamique en Somalie est également actif au Puntland et dans le sud. Les principaux moteurs de l'extrémisme violent sont la mauvaise gouvernance et le manque de confiance et de présence de l'autorité gouvernementale - laissant des vides dans le pouvoir, la justice et la fourniture de services que les extrémistes violents peuvent combler.

La contestation des élections présidentielles et parlementaires a également marqué le paysage politique. Des crises humanitaires, notamment des sécheresses, des inondations, des criquets et la COVID-19, ont menacé le contexte déjà fragile des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire.



PRINCIPALES RÉALISATIONS

- GCERF a sélectionné deux organisations locales pour un financement en 2021 - un bénéficiaire direct et un consortium. GCERF a travaillé avec ces bénéficiaires en 2020 pour les aider à formuler les besoins de leur communauté dans les documents constitutifs de leurs projets.

LEÇONS APPRISSES

- Les organisations de terrain jouissent d'une plus grande légitimité et d'une plus grande confiance de la part des communautés locales. Leur proximité avec la réalité vécue par les communautés

nécessite une approche de programmation agile et adaptative, capable d'intégrer les besoins émergents.

LA VOIE À SUIVRE

- GCERF lancera des programmes en 2021 et recrutera un conseiller national.

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS





SOMALIE

Crédit photo Ismail Salad Hajji disponible sur unsplash.com

TUNISIE

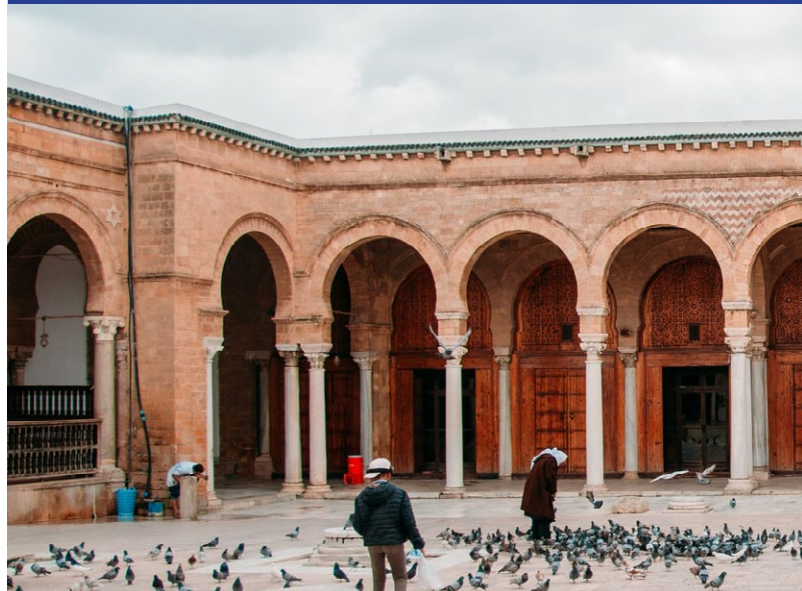
CONTEXTE

Plusieurs incidents violents ont démontré que la menace de l'extrémisme reste présente en Tunisie, notamment les attentats terroristes perpétrés à Kasserine, Sousse et Tunis. La présence de groupes extrémistes violents près des frontières algérienne et libyenne demeure une menace importante. Les opérations policières et militaires ont continué à démanteler des cellules terroristes à Ben Guerdane, El Kef, Gafsa, Jendouba, Kasserine, Mont Chaambi et Sidi Bouzid. Les bénéficiaires ont rapporté que les jeunes étaient particulièrement vulnérables aux récits extrémistes violents dans les gouvernorats de Gafsa, Kasserine et Tataouine, où les principales sources de revenus, comme la production de pétrole ou de phosphates, ont fermé.

La pandémie de COVID-19, qui a atteint la Tunisie en mars, a drastiquement affaibli l'économie fragile du pays, augmentant l'incertitude et le chômage, alors que ceux-ci constituaient déjà des facteurs de troubles sociaux. Malgré le plan de soutien du gouvernement, qui prévoyait 150 millions TND (55 millions USD) pour les plus vulnérables, des manifestations publiques ont eu lieu dans tout le pays. Les forces de sécurité ont répondu par des gaz lacrymogènes pour disperser les foules. Les groupes extrémistes violents ont profité de l'instabilité économique et politique et de l'hostilité des communautés locales à l'égard des forces de sécurité pour mettre en œuvre des restrictions pandémiques et s'efforcer de réprimer les manifestations.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- L'Applied Social Science Forum a organisé des sessions de formation pour 82 psychologues scolaires et travailleurs sociaux (76 femmes et six hommes) sur la résilience numérique à l'extrémisme violent, abordant la manière de répondre aux discours de haine et de rapporter du contenu extrémiste violent en ligne aux autorités.
- Le Forum El Jahedh a directement contribué à l'agence communautaire en organisant quatre ateliers de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent, la communication et la gestion des conflits pour 40 chefs religieux (17 femmes et 23 hommes) des gouvernorats d'El Kef et de Sahline. Les participants ont fait part de leur sentiment d'autonomisation en jouant un rôle essentiel dans la prévention de l'escalade des tensions dans leurs communautés.
- Mobdiun a touché 401 adolescents (192 femmes et 209 hommes) dans le quartier du Kram Ouest de Tunis avec 223 sessions de formation de sensibilisation sociale. Les ateliers ont permis aux bénéficiaires de développer leur esprit critique et leurs



compétences en communication sur divers sujets, notamment la violence sexiste, la discrimination raciale et l'engagement communautaire, renforçant ainsi la cohésion sociale au sein de ce quartier vulnérable.

- Tunisie Plus a aidé 46 bénéficiaires directs (19 femmes et 27 hommes) du Grand Tunis et de Médenine à accéder à des opportunités économiques, en réalisant des études de marché et en préparant des plans d'affaires. A la fin de l'année, 15 entreprises étaient déjà fonctionnelles.
- We Love Sousse a mis en place trois Conseils locaux des jeunes à Mahdia, Monastir et Sousse. Ils offrent à 45 jeunes (17 femmes et 28 hommes) un espace de dialogue et d'inclusion politique où ils peuvent partager des propositions concrètes de mesures de prévention de l'extrémisme violent. En soutenant la création de ces conseils, We Love Sousse encourage les approches éducatives visant à renforcer la résilience tout en contribuant au sentiment d'utilité des jeunes.



TUNISIE

Crédit photo Juan Ordonez disponible sur unsplash.com

LEÇONS APPRISSES

- La durabilité doit être au cœur de la conception des programmes. Les activités génératrices de revenus favorisent un engagement à long terme tout en garantissant l'adhésion des communautés locales.
- La formation professionnelle doit inclure la gestion d'entreprise pour garantir la viabilité.
- L'engagement avec les autorités locales et les parties prenantes est nécessaire pour une programmation réussie. En tant que bonne pratique, ils doivent être inclus dans le programme dès la phase de mise en place, afin de garantir une compréhension commune des activités à mettre en œuvre. Un partenariat solide contribuera, à son tour, à instaurer la confiance et la coopération entre les communautés et les acteurs locaux, augmentant ainsi la cohésion sociale et l'engagement communautaire avec un potentiel d'intégration communautaire efficace.
- Il reste crucial d'impliquer le Mécanisme de Soutien du Pays, par l'intermédiaire de son président, la Commission nationale de lutte contre le terrorisme, à chaque étape du processus d'octroi et de gestion des subventions.

MADIHA B., ÉLUE JEUNE MEMBRE DU CONSEIL LOCAL DE LA JEUNESSE

« L'EXTRÉMISME VIOLENT EST PRÉSENT PARTOUT DANS MON QUARTIER ET PEUT PRENDRE DIFFÉRENTES FORMES : DANS LA RUE, AU SEIN DES FAMILLES, OU MÊME À L'ÉCOLE. JE SUIS CONVAINCU QUE LE CONSEIL LOCAL DES JEUNES S'ATTAQUERA À LA RADICALISATION VIOLENTE EN DÉVELOPPANT DES PROJETS CRÉÉS PAR ET POUR LES JEUNES DU QUARTIER ».

AVEC LE COACHING, UNE RAISON D'ÊTRE AU KRAM WEST

Comme beaucoup de ses amis, Mourad, 25 ans, avait un avenir incertain. La stigmatisation sociale et professionnelle associée au fait de vivre dans le Kram Ouest, un quartier vulnérable de Tunis, l'exposait à la radicalisation par des groupes extrémistes violents, car ceux-ci recrutait activement dans la région. En 2017, il tente d'émigrer illégalement. Il accepte alors une série d'emplois temporaires, sans possibilité de carrière à long terme, motivé uniquement par sa passion pour la boxe, sa principale source de bonheur.

Mais en août 2020, Mourad découvre Mobdiun et son projet financé par GCERF, « One-stop shop au

Kram Ouest ». Il suit alors une formation de sensibilisation sociale et des séances de coaching personnel. Mourad acquiert une meilleure connaissance de lui-même et une compréhension plus claire des défis sociaux et culturels de sa communauté.

« Pour la première fois de ma vie, je peux mettre des mots sur ce que je ressens, et mieux m'exprimer », a-t-il déclaré. « J'ai également appris à contrôler mes problèmes de gestion de la colère ».

Grâce au programme de Mobdiun, Mourad a acquis le sens des responsabilités et des compétences organisationnelles. En plus d'être bénévole en tant que coordinateur pour les formations de sensibilisation sociale, il travaille maintenant comme entraîneur de boxe et souhaite faire carrière dans ce domaine.

LA VOIE À SUIVRE

- La stratégie pays de GCERF pour l'investissement en Tunisie est en cours de révision pour le deuxième cycle de financement grâce à des consultations approfondies avec le gouvernement, les donateurs, les organisations internationales et les représentants des OSC et sera finalisée au cours du premier semestre 2021.

RECIPIENDAIRES PRINCIPAUX DES SUBVENTIONS





TUNISIE

Crédit photo Haythem Gataa disponible sur unsplash.com

ANNEXE 1

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (au 31 décembre 2020)

AUSTRALIE, JAPON ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence Mme Cécile Hillyer, ambassadrice chargée de la lutte contre le terrorisme et chef de la division de la sécurité internationale et du désarmement, ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce.

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Peter Scott, secrétaire adjoint par intérim, direction de la lutte contre le terrorisme, ministère des affaires étrangères et du commerce d'Australie

BANGLADESH

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence M. Masud Bin Momen, ambassadeur et secrétaire d'État aux affaires étrangères, ministère des affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh

Membre suppléant du Conseil d'administration : Son Excellence M. Md. Mustafizur Rahman, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

CANADA ET ROYAUME-UNI

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence Mme Miriam Shearman, ambassadrice et représentante permanente adjointe, Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Office des Nations unies et des autres organisations internationales à Genève

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Ram Kamini, Directeur, Programmes de renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité, Affaires mondiales Canada

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PAYS-BAS ET NORVÈGE

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence M. Nathan Sales, ambassadeur et coordinateur de la lutte contre le terrorisme, Département d'État des États-Unis

Membre suppléant du Conseil d'administration : Mme Naomi Yorks, chef de section adjoint, division de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale, ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

FONDATIONS

Membre du Conseil d'administration : M. Matthew Lawrence, directeur exécutif, Tony Blair Institute for Global Change

GROUPES D'ÉTUDE, DE RÉFLEXION ET D'ACTION

Membre du Conseil d'administration : Poste vacant

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Eelco Kessels, directeur exécutif, Global Center on Cooperative Security (Centre mondial de sécurité coopérative)

KENYA

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence Dr Cleopa Kilonzo Mailu, ambassadeur et représentant permanent, mission permanente de la République du Kenya auprès des Nations unies et d'autres organisations internationales à Genève

KOSOVO ET MACÉDOINE DU NORD

Membre du Conseil d'administration : M. Lulzim Fushtica, conseiller politique, ministère de l'intérieur

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Borce Petrevski, Coordinateur national CVE/CT de Macédoine du Nord

MALI ET NIGERIA

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence M. Tunde Mukaila Mustapha, Chargé d'affaires a.i., Mission permanente de la République fédérale du Nigeria auprès de l'Office des Nations unies à Genève

Membre suppléant du Conseil d'administration : Son Excellence M. Mamadou Henri Konate, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Mali auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

QATAR

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence Dr Mutlaq Majed Al-Qahtani, ambassadeur et envoyé spécial du ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar pour la lutte contre le terrorisme et la médiation

SECTEUR PRIVÉ

Membre du Conseil d'administration : Mme Jessica Long, directrice générale, stratégie et développement durable, responsable de l'Amérique du Nord, Accenture

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Tony Carroll, directeur fondateur, Acorus Capital ; professeur auxiliaire, Université Johns Hopkins, Washington, D.C.

SOCIÉTÉ CIVILE

Membre du Conseil d'administration : M. Fulco Van Deventer, vice-directeur, Collectif sécurité humaine

Membre suppléant du Conseil d'administration : Mme Selena Victor, directrice de la politique et du plaidoyer, Mercy Corps Europe

SUISSE

Membre du Conseil d'administration : Son Excellence M. Thomas Gass, ambassadeur, vice-directeur et chef du département de la coopération Sud de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

Membre suppléant du Conseil d'administration : Dr Daniel Frank, coordinateur adjoint pour la lutte contre le terrorisme international, Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse

TUNISIE ET PHILIPPINES

Membre du Conseil d'administration : M. Mounir Ksiksi, Président de la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme de Tunisie

Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Alexander Macario, secrétaire adjoint, bureau du secrétaire adjoint pour la paix et la sécurité, ministère de l'intérieur et des collectivités locales de la République des Philippines

UNION EUROPÉENNE, FRANCE ET DANEMARK

Membre du Conseil d'administration : M. Olivier Luyckx, chef d'unité, Stabilité, sécurité, développement et sûreté nucléaire, Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO), Commission européenne

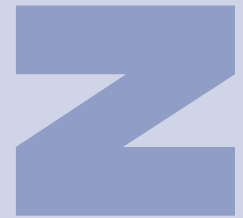
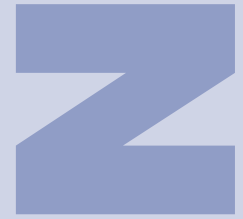
Membre suppléant du Conseil d'administration : M. Adrien Frier, chef du département de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France

MEMBRES N'AYANT PAS DROIT DE VOTE

Président : Mme Carol Bellamy

Directeur exécutif : Dr Khalid Koser

Administrateur : Poste vacant





GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

Genève, Suisse

gcerf.org

info@gcerf.org



Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de GCERF et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de l'Union européenne.

Retrouvez-nous sur



GCERF



theGCERF



GCERF



GCERF Outreach